

**16 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la convention de stage dans la formation permanente
pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995, notamment l'article 8;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné les 4 mai et 11 juin 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des Classes moyennes, les délégués à la tutelle, les chefs d'entreprise et les stagiaires doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions qui régissent les conventions de stage avant le début de la prochaine année de formation fixé en septembre 1998;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La convention de stage doit répondre aux conditions générales prévues par le présent arrêté, sous réserve des conditions particulières fixées pour l'apprentissage d'une profession ou d'un groupe de profession en vertu de l'article 8, 4^o, de l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret du Conseil régional du 4 mai 1995.

Art. 2. La convention de stage a pour objet d'assurer une formation préparatoire à l'exercice d'une fonction dirigeante dans une petite ou moyenne entreprise ou à l'exercice d'une profession indépendante. Elle peut être conclue dans toutes les professions pour lesquelles des cours de formation de chef d'entreprise sont organisés.

Le programme de formation de la profession, élaboré par l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé « l'Institut » est annexé à la convention conclue entre le stagiaire et le chef d'entreprise et fait partie intégrante de celle-ci.

Art. 3. Eu égard aux possibilités de formations particulières à certaines professions déterminées par l'Institut, le délégué à la tutelle peut prévoir qu'une formation complémentaire portant sur des points déterminés du programme soit dispensée au stagiaire soit par un autre chef d'entreprise soit dans les centres de formation sous forme de cours complémentaires de pratique professionnelle.

Art. 4. § 1^{er}. L'entreprise doit être agréée en tant qu'entreprise de formation pour la profession faisant l'objet de la convention conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

§ 2. Si l'entreprise est une personne morale, la convention de stage doit être conclue au nom de celle-ci par la personne physique chargée de la gestion effective de l'entreprise et mandatée pour engager celle-ci.

Art. 5. Le stagiaire doit répondre aux conditions suivantes :

1° satisfaire aux conditions d'accès aux cours de formation de chef d'entreprise visées à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 octobre 1991 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises pris en exécution du décret du Conseil de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

2° s'inscrire aux cours de chef d'entreprise dans la profession faisant l'objet de la convention dans les six semaines à dater du premier cours et au plus tard le 31 octobre;

3° ne pas avoir été exclu du bénéfice de la conclusion de convention de stage en application de l'article 20 et suivant la procédure visée à l'article 23 dans un délai de cinq ans précédant la date prévue de conclusion de la convention.

Art. 6. La convention de stage est conforme à la convention-type élaborée par l'Institut. Elle est conclue par écrit et est signée en présence des parties contractantes et du délégué à la tutelle. Chacune des parties en reçoit un exemplaire.

La convention de stage est conclue entre le 1^{er} juillet et le 30 novembre, sauf dérogation accordée par l'Institut sur proposition motivée du délégué à la tutelle, et se termine au plus tard le 30 septembre de la dernière année de formation.

Toutefois, la conclusion d'une première convention ne peut pas se faire au-delà du 31 décembre pour un auditeur de dernière année de la formation de chef d'entreprise.

Art. 7. § 1^{er}. La durée de la convention de stage est égale à la durée du plan de formation élaboré par le délégué à la tutelle.

En cas de rupture de la convention de stage, la durée de la convention ultérieure doit être égale à la durée de la formation restant à acquérir.

§ 2. La convention de stage peut être prolongée d'un an au plus :

1° en cas d'échec aux évaluations en cours et en fin de formation;

2° en cas de suspension de l'exécution de la convention pendant une durée égale ou supérieure à six mois.

Les règles relatives à la prolongation et à la réduction de la durée de la convention sont fixées par l'Institut.

Art. 8. La convention de stage comporte une période d'essai de trois mois.

Art. 9. § 1^{er}. En vue du contrôle visé au § 2, le délégué à la tutelle établit un dossier annexé à la convention qui permet de vérifier notamment que :

1° la convention est conforme à la convention-type visée à l'article 6;

2° l'entreprise est agréée pour la profession faisant l'objet de la convention;

3° le stagiaire satisfait aux conditions visées à l'article 5;

4° la durée de la convention correspond à celle indiquée dans le plan de formation;

5° le stagiaire a été inscrit dans la liste des travailleurs communiquée au Service médical interentreprises.

§ 2. Le dossier et l'exécution de la convention de stage sont soumis au contrôle de l'Institut.

§ 3. En cas de refus du délégué à la tutelle de servir d'intermédiaire dans la conclusion d'une convention de stage, celui-ci doit communiquer par écrit sa décision aux parties et en avertir l'Institut.

Art. 10. Les parties contractantes s'engagent à soumettre immédiatement au délégué à la tutelle toute difficulté née à l'occasion de l'exécution de la convention.

Celui-ci joue le rôle de médiateur en cas de désaccord entre les parties. S'il n'aboutit pas à un accord ou si les parties ou l'une d'elles refusent de donner suite à la convocation, il transmet dans la quinzaine à l'Institut un rapport accompagné du procès-verbal d'audition des parties.

Art. 11. Les actions naissant de la convention de stage sont prescrites un an après la cessation de celle-ci ou cinq ans après le fait qui a donné naissance à l'action, sans que ce dernier délai puisse excéder un an après la fin de la convention de stage.

CHAPITRE II. — *Obligations des parties*

Art. 12. Le chef d'entreprise a l'obligation :

1° de prendre contact, par écrit, dès le premier jour de l'exécution de la convention de stage, avec le délégué à la tutelle, en vue de la signature d'une convention-type de stage et de conserver une copie de cet écrit dans l'entreprise;

2° de veiller à ce que la formation déterminée par le programme soit donnée au stagiaire en vue de le préparer aux examens ainsi qu'à l'exercice d'une profession indépendante, tant dans les aspects de la gestion d'une petite ou moyenne entreprise que dans la pratique du métier, notamment en mettant à sa disposition l'aide, l'outillage, les matières nécessaires à cet apprentissage;

3° de consacrer l'attention et les soins nécessaires à l'intégration du stagiaire dans son milieu professionnel;

4° de ne pas astreindre le stagiaire à des tâches :

a) étrangères à la profession en vue de laquelle il a été engagé;

b) dépourvues de tout caractère formatif;

c) présentant des dangers pour sa santé et sa sécurité;

d) interdites en vertu des dispositions légales ou réglementaires relatives au travail;

5° de tenir le délégué à la tutelle au courant du déroulement de la formation dans l'entreprise;

6° de veiller, en collaboration avec le délégué à la tutelle, à ce que le stagiaire :

a) fréquente assidûment les cours dans un centre de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ce qui implique l'obligation pour le chef d'entreprise de laisser le stagiaire s'absenter de l'entreprise durant ces heures de cours et toute la journée si les cours excèdent la demi-journée;

b) participe aux évaluations pratiques en atelier;

c) participe aux évaluations et examens, ce qui implique l'obligation pour le chef d'entreprise de libérer le stagiaire au plus tard à 16 heures la veille du jour au cours duquel ces évaluations et examens ont lieu;

d) tienne rigoureusement les documents pédagogiques qui lui sont remis et notamment le carnet de stage;

7° de veiller à l'application de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et de ses arrêtés d'exécution, notamment :

a) en respectant les prescriptions de cette loi et de ses arrêtés d'exécution;

b) en prévoyant les mesures de prévention nécessaires et adéquates, en ce qui concerne aussi bien l'organisation que les équipements mis à la disposition des stagiaires, ainsi que les vêtements et les équipements de protection individuelle imposés en vertu de cette loi;

c) en inscrivant le stagiaire, dès le début de l'exécution de la convention, dans la liste des travailleurs communiquée au Service médical interentreprises;

d) en remettant au délégué à la tutelle, dans les deux mois qui suivent la date du début de l'exécution de la convention de stage, un document émanant du Service médical interentreprises, attestant du fait que l'examen médical d'embauchage imposé en vertu de la loi précitée a bien eu lieu;

e) en veillant à ce que le stagiaire soit soumis aux examens médicaux imposés en vertu de la loi précitée.

8° de payer au stagiaire l'allocation de stage mensuelle minimale visée à l'article 13;

9° d'intervenir dans les frais de déplacement du stagiaire conformément aux dispositions légales en la matière;

10° de se conformer à l'horaire de travail prévu au règlement de travail sans dépasser la limite maximale fixée par la convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire compétente ou, à défaut d'une telle convention, la limite maximale fixée par la législation du travail, y compris dans chaque cas - le temps consacré à la fréquentation des cours par le stagiaire;

11° d'occuper le stagiaire dans l'entreprise un minimum de 28 heures par semaine, en moyenne sur l'ensemble de l'année, y compris les heures consacrées par ce dernier à la fréquentation des cours;

12° de donner au stagiaire le temps nécessaire pour remplir les devoirs de son engagement philosophique ou religieux ainsi que ses obligations civiques;

13° d'apporter les soins d'un bon père de famille à la conservation des effets personnels que le stagiaire met en dépôt; il n'a en aucun cas le droit de retenir ces effets;

14° de contracter une assurance contre les accidents qui peuvent survenir au stagiaire au cours et par le fait de l'exécution de la convention de stage;

a) pendant les heures de formation dans l'entreprise et pendant les heures, au centre de formation, durant lesquelles le stagiaire suit les cours prévus dans la convention de stage et participe aux évaluations et aux examens;

b) pendant les trajets normaux effectués pour se rendre de son domicile à l'entreprise ou au centre et inversement, ainsi que de l'entreprise au centre et inversement;

15° d'autoriser le délégué à la tutelle et toute autre personne désignée par l'Institut à vérifier, sur les lieux d'exécution de la convention, s'il respecte les obligations auxquelles il a souscrit;

16° de remettre au délégué à la tutelle un rapport sur le déroulement de la formation dans l'entreprise, une fois par an et avant le 31 mars, selon les modalités fixées par l'Institut;

17° de fournir à la demande du stagiaire, en fin de stage, un certificat constatant la date du début et de la fin de la convention ainsi que la nature de la formation reçue;

18° d'avertir le délégué à la tutelle des absences éventuelles du stagiaire;

19° d'assister à des séances de perfectionnement pédagogique complémentaire dans les conditions et selon les modalités fixées par l'Institut;

20° d'accorder au stagiaire, en sus des jours fériés légaux, des congés non-payés ou de compléter les congés légaux par des congés non-payés à prendre comme congés légaux lorsque le stagiaire n'a légalement pas droit à des jours de vacances ou a droit à un nombre de jours inférieur à la durée maximale légale, afin que le stagiaire puisse disposer, pour chaque année de formation, d'un total de 20 à 24 jours de congé selon que l'exécution de la convention se déroule sur 5 ou 6 jours de présence par semaine dans l'entreprise;

21° de permettre au stagiaire de se rendre chez le délégué à la tutelle pendant les heures de formation dans l'entreprise;

22° de respecter la procédure prévue à l'article 10 du présent arrêté lors de toute difficulté née à l'occasion de l'exécution de la convention;

Art. 13. § 1^{er}. L'allocation mensuelle minimale visée à l'article 12, 8°, s'élève :

1° lorsque le stagiaire est titulaire soit d'un certificat d'apprentissage soit d'un certificat de qualification de 4e technique ou de 6e professionnelle dans la profession faisant l'objet de la convention de stage :

a) en 1re année, à 22 000 francs;

b) les années suivantes, à 26 000 francs;

2° lorsque le stagiaire n'est pas détenteur d'un des titres visés au 1° :

a) en 1re année, à un montant correspondant à celui de l'allocation de fin d'apprentissage;

b) en 2e année, à 22 000 francs;

c) en 3e année, à 26 000 francs;

3° lorsque le plan de formation prévoit une année supplémentaire en application de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises :

a) en 1re année, à un montant correspondant à celui de l'allocation de fin d'apprentissage;

b) en 2e année, à 15 600 francs;

c) en 3e année, à 26 000 francs.

§ 2. Si la Commission paritaire compétente a fixé des montants d'allocations supérieurs, le chef d'entreprise est tenu de payer ces montants.

Cette allocation comprend les avantages en nature accordés par le chef d'entreprise tels qu'ils sont évalués forfaitairement par la réglementation relative à la sécurité sociale des travailleurs.

Elle est due tant pour les prestations que le stagiaire fournit dans l'entreprise que pour les cours qu'il suit et les évaluations et examens qu'il présente en exécution de la convention.

La progression de l'allocation mensuelle minimale prend cours le 1^{er} août précédant l'entrée dans l'année supérieure, pour les conventions conclues à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour les conventions conclues avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, la progression de l'allocation mensuelle minimale est maintenue à chaque date anniversaire de la conclusion de la convention.

En cas de prolongation de la convention, l'augmentation de l'allocation de stage est différée d'un an.

§ 3. Les montants prévus au § 1^{er} sont adaptés le 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année précédente.

Toutefois, le montant indexé de l'allocation mensuelle minimale de la première année, y compris les avantages en nature ainsi que le montant de la deuxième année visée au § 1^{er}, 3^o, b, y compris les avantages en nature, ne peuvent excéder le montant au-delà duquel le stagiaire cesse de bénéficier des allocations familiales.

Le délégué à la tutelle informe par écrit les parties du nouveau montant de l'allocation mensuelle.

Art. 14. Le stagiaire a l'obligation :

1° d'exécuter les tâches avec soin, probité et conscience dans les conditions et au lieu convenus;

2° d'agir conformément aux instructions données par le chef d'entreprise, ses mandataires ou ses préposés, en vue de l'exécution de la convention;

3° de fréquenter assidûment les cours de formation de chef d'entreprise sauf en cas de dispenses, de suivre et de compléter rigoureusement les documents pédagogiques qui lui sont remis;

4° de participer aux évaluations en cours et en fin de formation;

5° de s'abstenir, tant au cours de la convention qu'après sa cessation de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que le secret de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance au cours de sa formation;

6° de s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire soit à sa propre sécurité soit à celle de ses compagnons, du chef d'entreprise ou de tiers et en particulier de se soumettre aux mesures de sécurité et d'hygiène prévues dans la profession;

7° de restituer en bon état au chef d'entreprise l'outillage qui lui a été confié ainsi que les vêtements de travail lorsque ceux-ci sont imposés par et en vertu de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

8° de faire parvenir au délégué à la tutelle, un rapport sur le déroulement du stage pour le 31 mars, conformément aux modalités fixées par l'Institut;

9° de respecter la procédure prévue à l'article 10 lors de toute difficulté née à l'occasion de la convention.

Art. 15. En cas de dommages causés par le stagiaire au chef d'entreprise ou à des tiers, dans l'exécution de sa convention, le stagiaire ne répond que de son dol et de sa faute lourde.

Il ne répond de sa faute légère que si celle-ci présente dans son chef un caractère habituel plutôt qu'accidentel.

En cas de dommages prévus à l'alinéa 1^{er}, les parties doivent informer immédiatement le délégué à la tutelle.

Le chef d'entreprise peut imputer sur l'allocation de stage les allocations et dommages-intérêts qui lui sont dûs en vertu du présent article et qui ont été, après les faits, convenus avec le stagiaire ou fixés par le juge.

Le total des retenues ne peut dépasser le cinquième de l'allocation mensuelle, déduction faite des retenues éventuelles effectuées en vertu de la législation fiscale ainsi que de la législation relative à la sécurité sociale.

Art. 16. Le stagiaire n'est tenu ni des détériorations ou de l'usure dues à l'usage normal de la chose, ni de la perte qui arrive par cas fortuit.

Il n'est plus tenu compte des malfaçons après la réception de l'ouvrage.

CHAPITRE III. — *Suspension de l'exécution de la convention de stage*

Art. 17. L'exécution de la convention de stage est suspendue notamment en cas de congé d'accouchement, de chômage forcé, d'incapacité de travail résultant de maladie ou d'un accident.

Lorsque l'exécution de la convention est suspendue pendant plus de six mois, la date de l'expiration de cette convention est reportée au 30 septembre de l'année suivant celle au cours de laquelle elle devait se terminer.

En cas de suspension de la convention de stage, le stagiaire conserve le droit à son allocation de stage durant 7 jours.

Art. 18. Tout cas de suspension d'une convention de stage doit être communiqué immédiatement par le chef d'entreprise au délégué à la tutelle.

CHAPITRE IV. — *Fin, résiliation, retrait de la convention de stage*

Art. 19. La convention de stage prend fin :

1° par l'expiration du terme;

2° par la volonté de l'une des parties :

a) notifiée par écrit, au cours de la période d'essai, et moyennant un préavis de sept jours;

b) à tout moment au cours de l'exécution de la convention et immédiatement lorsqu'il existe dans le chef de l'autre partie un motif grave prévu aux articles 20 et 21 justifiant la rupture;

3° d'un commun accord entre le chef d'entreprise et le stagiaire en cas de mésentente constituant une entrave sérieuse à la bonne exécution de la convention de stage et moyennant information préalable du délégué à la tutelle;

4° par le décès d'une des parties;

5° par cas fortuit ou force majeure lorsque celle-ci a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution de la convention;

6° par la volonté du stagiaire, notifiée par écrit et moyennant un préavis de sept jours au chef d'entreprise et au délégué à la tutelle, lorsque le stagiaire est engagé dans les liens d'un contrat de travail, nommé dans une administration ou s'il s'installe comme indépendant;

7° lorsqu'une suspension de l'exécution de la convention se prolonge plus de six mois et que l'une des parties ne désire plus que la convention se poursuive;

8° par décision de l'Institut conformément à l'article 22.

Par dérogation à l'article 6, dans certaines situations, moyennant accord de l'Institut, le terme de la convention peut être fixé, par avenant, sur proposition du délégué à la tutelle, à une autre date que celle fixée initialement.

Art. 20. Le chef d'entreprise peut invoquer l'existence d'un motif grave de rupture justifiant la résiliation de plein droit de la convention de stage lorsque le stagiaire :

1° se rend coupable d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves à l'égard du chef d'entreprise ou de son personnel;

2° cause intentionnellement un préjudice matériel ou moral grave pendant ou à l'occasion de l'exécution de la convention;

3° divulgue des secrets professionnels ou commet une indiscrétion grave dans une question d'affaires;

4° manque gravement à ses obligations relatives au bon ordre, à la sécurité et à la discipline de l'entreprise ou à l'exécution de la convention.

Art. 21. Le stagiaire peut invoquer l'existence d'un motif grave de rupture justifiant la résiliation de plein droit de la convention de stage lorsque :

1° le chef d'entreprise ou le moniteur se rend coupable à l'égard du stagiaire d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves;

2° le chef d'entreprise ou le moniteur tolère de la part de tiers de semblables actes à l'égard du stagiaire;

3° la moralité du stagiaire est mise en danger au cours de la convention;

4° le chef d'entreprise manque gravement à ses obligations relatives à l'exécution de la convention;

5° la convention est suspendue en application de l'article 24.

Art. 22. L'Institut met fin à la convention de stage lorsque :

1° l'une des parties a produit de faux renseignements;

2° le stagiaire ne satisfait plus aux conditions de l'article 5 ou lorsque l'agrément de l'entreprise est retiré;

3° l'une des parties ne respecte plus ses obligations relatives à la formation théorique et pratique et, notamment, la fréquentation régulière des cours;

4° il s'est avéré, à l'occasion des évaluations en cours de formation, que le stagiaire ne possède pas les capacités nécessaires pour acquérir les connaissances prévues au programme de formation;

5° le stagiaire n'est plus déclaré physiquement apte à exercer la profession faisant l'objet de la convention de stage par ou en vertu de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

6° les parties ne sont pas parvenues à un accord au terme de la procédure visée à l'article 10.

Art. 23. Avant de mettre fin à la convention de stage ou d'exclure l'une des parties du bénéfice de la conclusion de conventions, l'Institut demande l'avis du délégué à la tutelle.

Le délégué à la tutelle invite les parties contractantes à faire connaître par écrit leurs observations éventuelles. Le cas échéant, il les convoque pour les entendre et transmet un rapport à l'Institut.

Art. 24. Lorsque l'intérêt du stagiaire le justifie, et après avoir pris l'avis de la Commission visée à l'article 25, l'Administrateur général de l'Institut peut suspendre l'exécution de la convention pour une période qu'il détermine.

Lorsque la suspension de l'exécution de la convention se prolonge plus de six mois, l'article 19, 7°, est d'application.

Art. 25. Le Gouvernement wallon fixe les modalités de recours que peuvent introduire les parties contractantes contre toute décision prise en application du présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 26. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 organisant le stage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 27. Les dispositions du présent arrêté, à l'exception de l'article 12, 8°, s'appliquent aux conventions de stage conclues avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 28. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Art. 29. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 2528

[C — 98/27517]

**16 JULI 1998. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming
van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, goedgekeurd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 4 mei 1995, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gegeven op 4 mei en 11 juni 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, de centra voor permanente vorming van de middenstand, de toezicht-afgevaardigden, de bedrijfshoofden en de stagiairs vóór het begin van het komende vormingsjaar, dat in september 1998 van start gaat, in kennis moeten worden gesteld van de nieuwe bepalingen die de stageovereenkomsten regelen;

Overwegende dat dit besluit derhalve zo spoedig mogelijk moet worden bekendgemaakt en in werking moet treden;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De stageovereenkomst moet aan de in dit besluit bedoelde algemene voorwaarden voldoen, onder voorbehoud van de bijzondere voorwaarden die voor het aanleren van één of meerdere beroepen opgelegd zijn krachtens artikel 8, 4°, van het samenwerkingsakkoord betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, goedgekeurd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 4 mei 1995.

Art. 2. De stageovereenkomst heeft ten doel een opleiding te verzekeren die voorbereidt op de uitoefening van een leidende functie in een kleine of middelgrote onderneming of op de uitoefening van een zelfstandig beroep. Ze kan gesloten worden voor alle beroepen die het voorwerp maken van cursussen voor de opleiding tot bedrijfshoofd.

Het vormingsprogramma betreffende het beroep, dat uitgewerkt is door het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna het Instituut genoemd, wordt gevoegd bij de tussen de stagiair en het bedrijfshoofd gesloten overeenkomst en maakt er noodzakelijk deel van uit.

Art. 3. Gelet op de vormingsmogelijkheden die eigen zijn aan de door het Instituut bepaalde beroepen, kan de toezicht-afgevaardigde ervoor zorgen dat de stagiair een bijkomende opleiding i.v.m. bepaalde programmapunten wordt gegeven, hetzij door een ander bedrijfshoofd, hetzij aan de hand van bijkomende praktische cursussen die in de opleidingscentra worden gegeven.

Art. 4. § 1. Het bedrijf moet als vormingsbedrijf erkend worden voor het beroep dat het voorwerp uitmaakt van de overeenkomst krachtens het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder bedrijven erkend worden voor de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

§ 2. Als het bedrijf een rechtspersoon is, moet de stageovereenkomst in zijn naam gesloten worden door de natuurlijke persoon die instaat voor het werkelijke beheer ervan en gemachtigd is om het te verbinden.

Art. 5. De stagiair moet de volgende voorwaarden vervullen :

1° voldoen aan de toelatingsvoorwaarden voor de opleiding tot bedrijfshoofd, bedoeld in het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 22 oktober 1991 betreffende de cursussen voor opleiding in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, genomen ter uitvoering van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 betreffende de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

2° binnen zes weken na de eerste cursus en uiterlijk 31 oktober zich inschrijven voor de cursussen van bedrijfshoofd voor het beroep dat het voorwerp uitmaakt van de overeenkomst;

3° vijf jaar vóór de vermoedelijke datum van sluiting van de overeenkomst, niet uitgesloten zijn van het voordeel van de sluiting van de stageovereenkomst krachtens artikel 20 en volgens de in artikel 23 bedoelde procedure.

Art. 6. De stageovereenkomst moet gelijkvormig zijn aan de door het Instituut bepaalde standaardovereenkomst. Ze wordt schriftelijk gesloten en ondertekend in aanwezigheid van de contracterende partijen en de toezicht-afgevaardigde. Iedere partij krijgt één exemplaar ervan.

De stageovereenkomst wordt tussen 1 juli en 30 november gesloten, behalve door het Instituut verleende afwijking op het gemotiveerde voorstel van de toezicht-afgevaardigde, en eindigt uiterlijk 30 september van het laatste vormingsjaar.

Een eerste overeenkomst mag echter niet gesloten worden na 31 december voor een toehoorder van het laatste jaar voor de opleiding tot bedrijfshoofd.

Art. 7. § 1. De stageovereenkomst loopt even lang als het door de toezicht-afgevaardigde opgemaakte vormingsplan.

In geval van verbreking van de stageovereenkomst moet de latere overeenkomst even lang duren als de nog te volgen opleiding.

§ 2. De stageovereenkomst kan met maximum één jaar verlengd worden :

1° in geval van zakken voor de evaluaties tijdens de opleiding en voor de eindexamens;

2° in geval van schorsing van de uitvoering van de overeenkomst tijdens een duur die gelijk aan of hoger dan zes maanden is.

De regels betreffende de verlenging en de vermindering van de duur van de overeenkomst worden door het Instituut vastgesteld.

Art. 8. De stageovereenkomst voorziet in een proefperiode van drie maanden.

Art. 9. § 1. Met het oog op de in § 2 bedoelde controle stelt de toezicht-afgevaardigde een dossier samen dat bij de overeenkomst gevoegd wordt. Aan de hand van dit dossier moet met name kunnen worden nagegaan of :

1° de overeenkomst gelijkvormig is aan de in artikel 6 bedoelde standaardovereenkomst;

2° het bedrijf erkend is voor het beroep dat het voorwerp uitmaakt van de overeenkomst;

3° de stagiair de in artikel 5 bedoelde voorwaarden vervult;

4° de duur van de overeenkomst overeenstemt met die vermeld in het vormingsplan;

5° de stagiair ingeschreven is op de werknemerslijst die overgemaakt wordt aan de Interbedrijfsgeneeskundige dienst.

§ 2. Het dossier en de uitvoering van de stageovereenkomst worden onderworpen aan de controle van het Instituut.

§ 3. Als de toezicht-afgevaardigde weigert als bemiddelaar tussen te komen in de sluiting van een stageovereenkomst, moet deze zijn beslissing schriftelijk aan de partijen mededelen en het Instituut verwittigen.

Art. 10. De contracterende partijen verbinden zich ertoe de toezicht-afgevaardigde onmiddellijk kennis te geven van alle moeilijkheden die bij de uitvoering van de overeenkomst ontstaan.

De toezicht-afgevaardigde treedt op als bemiddelaar in geval van meningsverschil tussen de partijen. Als hij geen akkoord bereikt of als de opgeroepen partijen of één ervan niet opdaagt, stuurt hij binnen veertien dagen een verslag aan het Instituut, samen met de notulen van het verhoor van de partijen.

Art. 11. De handelingen die uit de stageovereenkomst voortvloeien, verjaren één jaar na afloop van de overeenkomst of vijf jaar na het feit waardoor ze zijn ontstaan, waarbij deze laatste termijn niet langer mag lopen dan één jaar na de beëindiging van de stageovereenkomst.

HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen van de partijen*

Art. 12. Het bedrijfshoofd moet :

1° zodra de stageovereenkomst begint te lopen, schriftelijk contact opnemen met de toezicht-afgevaardigde om een standaardstageovereenkomst te ondertekenen, en een afschrift ervan in het bedrijf bewaren;

2° ervoor zorgen dat de stagiair de opleiding krijgt waarin het programma voorziet, zodat hij wordt voorbereid op de examens en op de uitoefening van een zelfstandig beroep, zowel voor het beheer van een kleine of middelgrote onderneming als voor de uitoefening van het beroep, met name door hem de nodige hulp, gereedschap en grondstoffen te verschaffen;

3° de nodige zorg en aandacht besteden aan de inschakeling van de stagiair in zijn beroepskring;

4° de stagiair geen taken opdragen die :

a) geen verband houden met het beroep waarvoor hij werd aangeworven;

b) geen opleidend karakter hebben;

c) gevaarlijk zijn voor zijn gezondheid en veiligheid;

d) verboden zijn krachtens wettelijke of verordeningsbepalingen inzake de arbeidsbescherming;

5° de toezicht-afgevaardigde op de hoogte houden van het verloop van de opleiding in het bedrijf;

6° in samenwerking met de toezicht-afgevaardigde, ervoor zorgen dat de stagiair :

a) de cursussen regelmatig volgt in een centrum voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wat inhoudt dat het bedrijfshoofd ermee instemt dat de stagiair niet aanwezig is in het bedrijf tijdens deze cursussen en de hele dag als de cursussen méér dan een halve dag in beslag nemen;

b) aan de praktische evaluaties op de werkvloer deelneemt;

c) aan de evaluaties deelneemt en de examens aflegt, wat inhoudt dat het bedrijfshoofd hem, de dag vóór die waarop de evaluaties en examens plaatsvinden, ten laatste om 16 uur vrijaf moet geven;

d) de hem verstrekte pedagogische stukken nauwkeurig bijhoudt, met name het stageboekje;

7° toezien op de toepassing van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk en de uitvoeringsbesluiten ervan, met name :

a) door de voorschriften van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan na te leven;

b) door de nodige voorzorgsmaatregelen te nemen, zowel inzake de organisatie als op het vlak van de uitrustingen die ter beschikking van de stagiairs worden gesteld, en te voorzien in de krachtens dezelfde wet opgelegde kleren en uitrustingen voor individuele bescherming;

c) door de stagiair, zodra de overeenkomst begint te lopen, in te schrijven op de werknemerslijst die overgemaakt wordt aan de Interbedrijfsgeneeskundige dienst;

d) door de toezicht-afgevaardigde, binnen twee maanden na de dag waarop de stageovereenkomst begint te lopen, een document van de Interbedrijfsgeneeskundige dienst te bezorgen, waarbij bevestigd wordt dat het krachtens dezelfde wet opgelegde medisch onderzoek heeft plaatsgehad;

e) door ervoor te zorgen dat de stagiair aan de krachtens deze wet opgelegde medische onderzoeken onderworpen wordt;

8° de stagiair de in artikel 13 bedoelde minimale maandelijkse stagetoelage betalen;

9° tegemoetkomen in de vervoerkosten van de stagiair, overeenkomstig de vigerende wettelijke bepalingen;

10° zich schikken naar het in het arbeidsreglement vastgelegde werkrooster zonder de drempel te overschrijden waarin voorzien wordt in de collectieve arbeidsovereenkomst die binnen het bevoegde paritaire comité gesloten werd of, bij gebrek aan dergelijke overeenkomst, de drempel bepaald bij de arbeidswetgeving, met inbegrip - in elk geval - van de tijd besteed aan het volgen van de cursussen;

11° de stagiair over het hele jaar gemiddeld minimum 28 uren per week in het bedrijf tewerkstellen, met inbegrip van de uren die deze aan het volgen van de cursussen besteedt;

12° de stagiair de nodige tijd geven om zijn filosofische of godsdienstige plichten en zijn burgerplichten te vervullen;

13° de door de stagiair in depot afgegeven persoonlijke bezittingen veilig bewaren en ze hem in ieder geval teruggeven;

14° een verzekering afsluiten tegen ongevallen die de stagiair kunnen overkomen bij en door de uitvoering van de stageovereenkomst :

a) tijdens de vormingsuren in het bedrijf en tijdens de uren, in het opleidingscentrum, waarin de stagiair de door de stageovereenkomst voorziene cursussen volgt, aan de evaluaties deelneemt en examens aflegt;

b) tijdens de gewone trajecten tussen zijn woonplaats en het bedrijf of het centrum, alsook tussen het bedrijf en het centrum;

15° de toezicht-afgevaardigde en elke door het Instituut aangewezen persoon op de plaats van de uitvoering van de overeenkomst laten nagaan of hij de aangevane verplichtingen nakomt;

16° de toezicht-afgevaardigde jaarlijks vóór 31 maart een verslag overhandigen over het verloop van de opleiding in het bedrijf, volgens de voorschriften die het Instituut bepaalt;

17° de stagiair op diens verzoek, op het einde van de stage, een attest bezorgen, waarin de begin- en einddatum van de overeenkomst alsook de aard van de gevolgde opleiding worden vermeld;

18° de toezicht-afgevaardigde verwittigen van de eventuele afwezigheden van de stagiair;

19° pedagogische bijscholingscursussen volgen onder de voorwaarden en volgens de voorschriften die het Instituut bepaalt;

20° de stagiair, naast de wettelijke feestdagen, onbetaald verlof toestaan of hem toelaten zijn wettelijk verlof aan te vullen met onbetaald verlof dat gelijkgesteld is met wettelijk verlof, als hij geen recht heeft op verlofdagen of recht heeft op een kleiner aantal dagen dan de wettelijke maximale duur, zodat hij voor elk vormingsjaar over 20 à 24 vrije dagen kan beschikken, al naar gelang de overeenkomst uitgevoerd wordt over 5 of 6 dagen aanwezigheid per week in het bedrijf;

21° de stagiair naar de toezicht-afgevaardigde laten gaan tijdens de opleidingsuren in het bedrijf;

22° de in artikel 10 van dit besluit bedoelde procedure in acht nemen bij elke moeilijkheid die in de loop van de overeenkomst ontstaat.

Art. 13. § 1. De in artikel 12, 8°, bedoelde minimale maandelijkse stagetoelage bedraagt :

1° wanneer de stagiair houder is hetzij van een bewijs van volbrachte leertijd, hetzij van een kwalificatiegetuigschrift van 4de leerjaar van het technisch onderwijs of van 6de leerjaar van het beroepsonderwijs voor het beroep dat het voorwerp uitmaakt van de stageovereenkomst :

a) BF 22 000 voor het eerste jaar;

b) BF 26 000 voor de volgende jaren;

2° wanneer de stagiair niet in het bezit is van de onder punt 1° bedoelde titels :

a) een bedrag dat overeenstemt met het bedrag van de eindeleertijdstoelage voor het eerste jaar;

b) BF 22 000 voor het tweede jaar;

c) BF 26 000 voor het derde jaar;

3° wanneer het vormingsplan een aanvullend jaar voorziet op grond van artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende het plan voor afwisselende opleiding in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen :

a) een bedrag dat overeenstemt met het bedrag van de eindeleertijdstoelage voor het eerste jaar;

b) BF 15 600 voor het tweede jaar;

c) BF 26 000 voor het derde jaar.

§ 2. Als het bevoegde paritaire comité hogere bedragen heeft vastgesteld, is het bedrijfshoofd verplicht ze te betalen.

De door het bedrijfshoofd toegekende voordelen in natura worden in de toelage ingerekend na een forfaitaire schatting ervan krachtens de reglementering op de sociale zekerheid van de werknemers.

De toelage is verschuldigd zowel voor de prestaties van de stagiair binnen het bedrijf als voor de cursussen die hij volgt, de evaluaties waaraan hij deelneemt en de examens die hij aflegt ter uitvoering van de overeenkomst.

Wat betreft de vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit gesloten overeenkomsten, wordt de maandelijkse basistoelage verhoogd vanaf 1 augustus vóór de overgang naar het volgende jaar.

Wat betreft de vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit gesloten overeenkomsten, wordt de maandelijkse basistoelage verhoogd op elke verjaardag van de sluiting van de overeenkomst.

In geval van verlenging van de overeenkomst wordt de verhoging van de stagetoelage met één jaar uitgesteld.

§ 3. De in § 1 bedoelde bedragen worden jaarlijks op 1 januari gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december van het voorafgaande jaar.

Het geïndexeerde bedrag van de maandelijkse basistoelage van het eerste jaar, de voordelen in natura inbegrepen, alsook het in § 1, 3°, b), bedoelde bedrag van het tweede jaar, de voordelen in natura inbegrepen, mogen echter niet hoger zijn dan het bedrag waarboven de stagiair geen recht meer heeft op kinderbijslag.

De toezicht-afgevaardigde deelt het nieuwe bedrag van de maandelijkse toelage schriftelijk mee aan de partijen.

Art. 14. De stagiair moet :

1° zijn taken zorgvuldig, eerlijk en nauwgezet vervullen op de plaats en onder de voorwaarden die overeengekomen zijn;

2° zich met het oog op de uitvoering van de overeenkomst richten naar de onderrichtingen van het bedrijfshoofd, zijn lasthebbers of zijn aangestelden;

3° de cursussen voor de opleiding tot bedrijfshoofd regelmatig volgen, behalve in geval van vrijstelling, en de hem overgemaakte pedagogische stukken in acht nemen en nauwkeurig aanvullen;

4° deelnemen aan de evaluaties tijdens de opleiding en de eindexamens afleggen;

5° zowel in de loop van de stageovereenkomst als na afloop ervan, afzien van de onthulling van fabricage- of zakengeheimen, alsook van geheimen over persoonlijke of vertrouwelijke zaken, die hij zou hebben vernomen tijdens zijn opleiding;

6° afzien van al wat zijn eigen veiligheid, die van zijn collega's, het bedrijfshoofd of derden in het gedrang kan brengen, en meer bepaald de voor het beroep opgelegde veiligheids- en hygiënevoorschriften naleven;

7° het hem toevertrouwde gereedschap in goede staat teruggeven aan het bedrijfshoofd, alsook de werkkledij wanneer deze opgelegd is bij of krachtens de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

8° de toezicht-afgevaardigde vóór 31 maart een verslag overhandigen over het verloop van de stage, volgens de voorschriften die het Instituut bepaalt;

9° de in artikel 10 bedoelde procedure in acht nemen bij elke moeilijkheid die bij de uitvoering van de overeenkomst ontstaat.

Art. 15. De stagiair die het bedrijfshoofd of derden schade berokkent tijdens de uitvoering van zijn overeenkomst, is slechts aansprakelijk uit hoofde van eigen opzet of grove schuld.

Hij is slechts aansprakelijk voor zijn kleine fout als deze, wat hem betreft, eerder gewoon dan toevallig is.

In geval van in het eerste lid bedoelde schade moeten de partijen de toezicht-afgevaardigde onmiddellijk verwittigen.

Het bedrijfshoofd kan de hem krachtens dit artikel verschuldigde vergoedingen en schadeloosstellingen van de stagetoelage aftrekken die na de feiten met de stagiair zijn overeengekomen of door de rechter zijn vastgesteld.

Het totaal van de inhoudingen mag niet hoger zijn dan één vijfde van de maandelijkse toelage, na aftrek van de eventuele inhoudingen die verricht worden krachtens de fiscale wetgeving en de wetgeving op de sociale zekerheid.

Art. 16. De stagiair staat niet in voor beschadigingen of slijtage te wijten aan het gewone gebruik van het gereedschap, noch voor toevallig verlies.

Er wordt geen rekening meer gehouden met gebreken na de oplevering van het werk.

HOOFDSTUK III. — *Schorsing van de uitvoering van de stageovereenkomst*

Art. 17. De uitvoering van de stageovereenkomst wordt geschorst, o.a. in geval van zwangerschapsverlof, gedwongen werkloosheid, arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval.

Als de uitvoering van de stageovereenkomst meer dan zes maanden wordt geschorst, wordt de einddatum ervan verschoven naar 30 september van het jaar waarin ze ten einde loopt.

In geval van schorsing van de stageovereenkomst behoudt de stagiair het recht op zijn stagetoelage gedurende zeven dagen.

Art. 18. Het bedrijfshoofd moet de toezicht-afgevaardigde onmiddellijk verwittigen telkens als een stageovereenkomst geschorst wordt.

HOOFDSTUK IV. — *Einde, verbreking, intrekking van de stageovereenkomst*

Art. 19. De stageovereenkomst eindigt :

1° bij het verstrijken van de termijn;

2° op verzoek van één van de partijen :

a) dat schriftelijk meegedeeld wordt gedurende de proeftijd en met een opzegtermijn van 7 dagen;

b) op elk ogenblik in de loop van de uitvoering van de overeenkomst en onmiddellijk wanneer een in de artikelen 20 en 21 bedoelde ernstige reden tot verbreking bestaat, wat de andere partij betreft;

3° in onderlinge overeenstemming tussen het bedrijfshoofd en de stagiair in geval van onmin die het goede verloop van de stageovereenkomst sterk verhindert en met voorafgaande inlichting van de toezicht-afgevaardigde;

4° door het overlijden van één van de partijen;

5° door toeval of in geval van overmacht die de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk maakt;

6° door schriftelijk verzoek van de stagiair, gericht aan het bedrijfshoofd en de toezicht-afgevaardigde, en met een opzegtermijn van 7 dagen, als hij bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen is, binnen een administratie benoemd is of zich als zelfstandige vestigt;

7° als de uitvoering van de overeenkomst meer dan zes maanden geschorst wordt en één van de partijen de wens uitdrukt ze niet voort te zetten;

8° bij beslissing van het Instituut overeenkomstig artikel 22.

In afwijking van artikel 6 kan de einddatum van de overeenkomst in sommige gevallen, op voorstel van de toezicht-afgevaardigde en met de instemming van het Instituut, aan de hand van een ander aanhangsel op een andere datum vastgesteld worden dan de aanvankelijk bepaalde datum.

Art. 20. Het bedrijfshoofd kan een ernstige reden tot verbreking inroepen die de ontbinding van rechtswege van de stageovereenkomst wettigt als de stagiair :

1° zich schuldig maakt aan een oneerlijke daad, aan handtastelijkheden of zware beledigingen t.o.v. het bedrijfshoofd of zijn personeel;

2° hen opzettelijk stoffelijke of morele schade berokkent tijdens of naar aanleiding van de uitvoering van de overeenkomst;

3° beroepsgeheimen onthult of blijkt geeft van indiscretie op het gebied van zaken;

4° zijn verplichtingen verzuimt i.v.m. de goede orde, de veiligheid en de tucht binnen het bedrijf of de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 21. De stagiair kan een ernstige reden van verbreking inroepen, die de ontbinding van rechtswege van de stageovereenkomst wettigt als :

1° het bedrijfshoofd of de instructeur zich tegenover de stagiair schuldig maakt aan een oneerlijke daad, aan handtastelijkheden of zware beledigingen;

2° het bedrijfshoofd of de instructeur de stagiair op dergelijke wijze laat behandelen door derden;

3° de zedelijkheid van de stagiair in gevaar wordt gebracht in de loop van de overeenkomst;

4° het bedrijfshoofd ernstig tekort schiet in de nakoming van zijn verplichtingen m.b.t. de uitvoering van de overeenkomst;

5° de overeenkomst geschorst wordt krachtens artikel 24.

Art. 22. Het Instituut beëindigt de stageovereenkomst wanneer :

1° één van de partijen valse inlichtingen heeft verstrekt;

2° de stagiair de voorwaarden van artikel 5 niet meer vervult of wanneer de erkenning van het bedrijf ingetrokken wordt;

3° één van de partijen haar verplichtingen niet meer nakomt betreffende de theoretische en praktische opleiding en met name het regelmatige volgen van de cursussen;

4° uit de evaluaties tijdens de opleiding blijkt dat de stagiair niet beschikt over de nodige bekwaamheden om de bij het opleidingsprogramma bepaalde kennis te verwerven;

5° de stagiair lichamelijk ongeschikt wordt verklaard voor de uitoefening van het beroep dat het voorwerp uitmaakt van de stageovereenkomst, bij of krachtens de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

6° de partijen niet tot een akkoord zijn gekomen na afloop van de in artikel 10 bedoelde procedure.

Art. 23. Vooraleer de stageovereenkomst te beëindigen of één van de partijen uit te sluiten van het voordeel van de sluiting van overeenkomsten, verzoekt het Instituut de toezicht-afgevaardigde om advies.

De toezicht-afgevaardigde verzoekt de contracterende partijen erom hun eventuele opmerkingen schriftelijk mee te delen. In voorkomend geval roept hij ze op om ze te horen en voorlegt hij een verslag aan het Instituut.

Art. 24. Als het belang van de stagiair het rechtvaardigt, kan de administrateur-generaal van het Instituut, na advies van de in artikel 25 bedoelde Beroepscommissie, de uitvoering van de overeenkomst schorsen voor een termijn die hij bepaalt.

Als de schorsing van de uitvoering van de overeenkomst meer dan zes maanden duurt, is artikel 19, 7°, van toepassing.

Art. 25. De Waalse Regering bepaalt de wijze waarop de contracterende partijen een beroep kunnen instellen tegen elke beslissing die op grond van dit besluit wordt genomen.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 26. Het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 24 oktober 1991 tot organisatie van de stage in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt opgeheven.

Art. 27. De bepalingen van dit besluit, met uitzondering van artikel 12, 8°, zijn van toepassing op de stageovereenkomsten die vóór de inwerkingtreding van dit besluit gesloten zijn.

Art. 28. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Art. 29. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE